

**RAPPORT N° 2022/3-23**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET DE CONTRÔLES REGLEMENTAIRES DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL « SEVI » A SAINTE-SUZANNE - AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHE POUR LE LOT 1.**

**I- RAPPEL**

Le marché de maintenance et de contrôles réglementaires des installations du Stade en Eaux Vives Intercommunal de Sainte-Suzanne, notifié à l'entreprise le 04/06/2019 pour le lot 1 (maintenance courants forts/faibles, SSI) est arrivé à échéance.

A ce titre, au vu du lancement d'une nouvelle consultation auprès d'entreprises spécialisées, un dossier de consultation des entreprises a été établi sur la base suivante :

Marché composé d'une partie à prix forfaitaire pour les prestations de maintenance, de contrôles et de vérifications, et d'une partie à prix unitaires sur bons de commande pour les prestations de remise à niveau et de réparations n'entrant pas dans le cadre du forfait pour l'ensemble des prestations, alloti de la manière suivante (les lots 2 (ascenseurs) et 3 (contrôles règlementaires) sont lancés en procédure adapté) :

LOT	DESIGNATION	PARTIE FORFAITAIRE ESTIMATION/AN (HT)	PARTIE A PRIX UNITAIRE SUR BON DE COMMANDE MONTANT MAXI ANNUEL (HT)
1	Maintenance des Courants Forts et faible, SSI	80 000.00 €	30 000.00 €

Le montant total sur 4 ans est donc évalué à 320 000.00 € HT pour la partie forfaitaire et d'un montant total maximum de 120 000.00 € HT pour la partie à prix unitaires sur bons de commande.

L'exécution des prestations sur bordereau à prix unitaires fera l'objet, en cas de besoins hors forfaits, de bon de commande établis sur la base de prix unitaires fournis dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement et à la présente délibération.

Les crédits sont prévus au budget fonctionnement (compte 6156).

La durée de ces marchés est d'un (1) an à compter de la notification avec reconduction tacite, trois (3) fois une année pour chacun des lots 2 et 3, sauf si la personne publique s'oppose à cette reconduction au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché par télécopie ou courrier adressé au titulaire.

Compte tenu des estimations par lot mentionnées ci-dessus, la consultation du lot 1 a été lancée suivant la procédure d'appel d'offres européen le 22/04/22 et la date limite de remise des offres fixée au 14/06/22.

La consultation pour les lots 2 et 3 a été lancée en procédure adaptée, dite des « petits lots » (Article 22 du CMP) et la date limite de remise des offres était fixée au 01/06/2022.

L'ouverture de l'ensemble des plis reçus pour la consultation du lot 1 a été effectuée par le Président de la CINOR le 14/06/2022.

La Commission d'Appel d'Offres en séance du 30 juin 2022, après avoir constaté que l'ensemble des candidats avaient remis tous les documents de candidature requis et après avoir analysé les capacités techniques, professionnelles et financières au regard des pièces de candidatures pour réaliser les prestations prescrites, a agréé l'ensemble des candidatures suivantes :

### Lot 1: ACTEMIUM REUNION SETB S.A

Après avoir examiné les offres et pris connaissance du rapport d'analyse, la CAO réunie en séance du 30 juin 2022 a attribué le lot 1 à l'entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (offre classée 1ère, au regard des critères de jugement des offres pondérés fixés au règlement de consultation) et a classé les offres du lot 1 comme suit :

Estimation en € HT sur 4 ans	Entreprises	Montant offre en € HT sur 4 ans
<b>440 000 euros HT</b>  <i>(320 000.00 € pour la partie forfaitaire et 120 000 pour la partie à prix unitaire)</i>	<b>ACTEMIUM REUNION SETB S.A</b>	<b>469 149, 00 euros HT</b> <i>(Partie forfaitaire = 326 644 euros HT Partie unitaire = 142 505 euros HT)</i>  <b>+ 6.62 %par rapport à l'estimation</b>

Le montant total pour la partie forfaitaire de la 1ère année, de l'offre classée première, s'élève 81 661 € HT et à un montant total de 326 644, 00 € HT pour les 4 ans.

Le tableau des prix unitaires pour la partie à Bons de Commandes des offres du prestataire figurant sur le tableau ci-avant est joint en annexe au présent rapport (offre DQE = 142 505 euros HT).

Les dépenses relatives à ces marchés de travaux seront imputées au budget principal section de fonctionnement (chapitre 011 compte 6156).

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché de prestations de maintenance et de contrôles réglementaires des ouvrages et installations du stade en eaux vives intercommunal « SEVI » de Sainte-Suzanne pour le lot 1 - maintenance courants forts/faibles, SSI
- autoriser le Président à signer le marché avec l'entreprise classée première et suivant les montants pour la partie forfaitaire figurant dans le tableau ci-dessus et suivant les prix unitaires des bordereaux joints en annexe pour la partie du marché à bons de commande, conformément aux décisions d'attribution prises par la Commission d'Appel d'Offres

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

  
**Le Président,**  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
 974-249740119-20220630-BC2022-3-23-DE  
 Date de télétransmission : 11/07/2022  
 Date de réception préfecture : 11/07/2022

**PROJET DE DECISION N° 2022/ 3-23  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET DE CONTRÔLES REGLEMENTAIRES DES OUVRAGES ET  
INSTALLATIONS DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL « SEVI » A SAINTE-SUZANNE -  
AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ POUR LE LOT 1.**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-23 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**Article 1 :**

D'approuver les pièces constitutives du marché de prestations de maintenance et de contrôles réglementaires des ouvrages et installations du stade en eaux vives intercommunal « SEVI » de Sainte-Suzanne pour le lot 1 -maintenance courants forts/faibles, SSI

**ARTICLE 2 :**

D'autoriser le Président à signer les marchés avec l'entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse suivante, pour la partie forfaitaire, pour les montants figurant dans le tableau ci-dessous, et pour la partie à bons de commande des marchés suivant les prix figurant aux bordereaux de prix unitaires joints en annexe, conformément aux décisions d'attribution prises par la Commission d'Appel d'Offres :

Désignation du lot	Entreprise Attributaire	Montant total de l'offre € HT
1	ACTEMIUM REUNION SETB S.A	469 149, 00 euros HT

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-23-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022